

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Nucleaire-EPR-Des-ecologistes>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue de presse > **Nucléaire/EPR-Des écologistes dénoncent la "surdité" de Raffarin**

5 avril 2004

Nucléaire/EPR-Des écologistes dénoncent la "surdité" de Raffarin

PARIS, 5 avril (Reuters) - Des écologistes français, dont le député Vert Noël Mamère, ont dénoncé lundi la "surdité" et le "mépris" de Jean-Pierre Raffarin sur la question du nucléaire et prévenu qu'ils s'opposeraient à l'installation de réacteurs EPR en France.

Le Premier ministre a déclaré lundi dans son discours de politique générale à l'Assemblée que la France "devra s'engager" dans la voie de ce réacteur de troisième génération à eau pressurisée, élaboré par l'industrie franco-allemande.

Il s'est engagé à demander la tenue d'un débat au Parlement dans les prochaines semaines sur l'EPR (European Pressurized Reactor, réacteur européen à eau sous pression), dont la construction n'était jusque-là qu'envisagée par le gouvernement.

"Il s'agit d'un véritable déni démocratique que nous ne pouvons pas accepter", a déclaré Noël Mamère lors de son intervention à l'Assemblée devant le Premier ministre. "Vous nous avez fait croire que vous étiez là pour consulter les Français afin de savoir quelle devait être la politique énergétique de notre pays et vous voulez nous imposer de vivre encore près de 30 ans sous l'hégémonie de l'énergie nucléaire", a lancé le député de la Gironde, dénonçant la "surdité" du Premier ministre.

De son côté, le réseau "Sortir du nucléaire", qui regroupe 688 associations écologiques dont Greenpeace et des partis politiques dont les Verts, a dénoncé une position "totalement inacceptable.

Il a promis à Jean-Pierre Raffarin "un affrontement majeur s'il veut passer en force sur l'EPR". "Ce qui est très choquant, c'est que le Premier ministre demande au Parlement d'en débattre après avoir donné son résultat", a dit Stéphane Lhomme, porte-parole du réseau.

"C'est un mépris total par rapport à la protection de l'environnement", a-t-il dit, estimant "que l'argent qui sera utilisé pour l'EPR ne pourra pas être investi dans l'énergie renouvelable".

Sortir du nucléaire promet au gouvernement "un mois de mobilisation" du 24 avril au 23 mai, durant lequel des militants "sillonneront toute la France et manifesteront devant les principaux sites nucléaires".

"Il s'agit d'un tour de France avec 28 étapes. Nous allons mobiliser la population contre les projets de nouveaux réacteurs, en particulier l'EPR", a expliqué Stéphane Lhomme.

En novembre dernier, la ministre déléguée à l'Industrie, Nicole Fontaine, remplacée la semaine dernière par Patrick Devedjian, s'était engagée à considérer "toutes les options" d'ici à 2020, année à partir de laquelle il faudra remplacer 30 des 58 centrales nucléaires de la France.

Selon les écologistes, le réacteur EPR produit autant de déchets nucléaires que ses prédécesseurs et le coût d'un prototype est évalué à trois milliards d'euros.

Trois régions se sont pour l'instant portées candidates pour l'accueil éventuel d'un EPR : Rhône-Alpes, la Basse-Normandie et la Haute-Normandie.